



## **COMMUNIQUE DE PRESSE HANDICAP CGT FONCTION PUBLIQUE**

**Montreuil, le 25 octobre 2017**

Suite aux réunions des commissions du Comité National du FIPHFP (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique) les 12 et 13 Octobre, nous tenons à faire une mise au point et rappeler nos objectifs concernant l'insertion et le maintien des personnes en situation de handicap dans la Fonction Publique

Nous avons boycotté, ensemble des OS et associations présentes, la fin de la première commission et la tenue de sa suivante au regard des maladroites en termes de communication voire d'annonces lors de la conférence de presse du 20 Septembre (dont nous n'avons eu connaissance qu'après sa tenue).

Ainsi qu'un courrier du Directeur proposant la remise des sommes dues par les universités au titre de 2016 prévu par le précédent gouvernement (qui a prélevé 87 M€ sur nos réserves sur les trois dernières années).

Dont acte mais nous restons vigilants.

Suite aux travaux du groupe de travail trajectoire financière (ayant pour objectif de faire des propositions au CN en ce qui concerne recettes et économies), il se dégageait par consensus la nécessité de ne plus utiliser les réserves (en très forte baisse avec un déficit de 97 millions d'euros en 2017) pour arriver à un quasi équilibre en 2018 (déficit prévu de 26 millions d'euros avec 120 M€ d'interventions contre 157 M€ en 2017 et des contributions à hauteur de 108 M€).

Cela a été confirmé par le vote de la Commission des Finances qui a adopté le principe de la présentation du budget rectificatif 2017 (changements à la marge) et du prévisionnel à une large majorité après des échanges importants.

Nous avons toutefois insisté sur la nécessité de disposer de chiffres précis sur les conventions car la baisse sur celles-ci est très significative dans le budget 2018 sachant que, pour les autres dépenses, nous poursuivrons les engagements pris ( de 73 M€ à 43,5 M€ !, ce qui pèsera nécessairement sur la conclusion de nouvelles conventions).

Pour la CGT, notre volonté est bien de travailler sur des solutions afin de pérenniser le FIPHFP (ainsi que l'AGEFIPH) avec des propositions de financement nécessitant des propositions confédérales auprès du gouvernement et, qui pour ce qui est de la Fonction Publique, font l'objet d'un récent repère revendicatif, récemment remis au Ministre par nos organisations.

Le travail collectif et consensuel avec les autres OS, les associations et les employeurs publics doit se poursuivre sans en rabattre sur nos propositions et revendications, tout en mettant le Président de la République et son gouvernement devant leurs responsabilités afin qu'ils respectent leurs annonces ambitieuses dans ce domaine.

Ce qui est en jeu, c'est le maintien et la pérennité du FIPHFP qui a largement fait la preuve de son rôle incontournable d'impulsion de politiques handicap dans la fonction publique et de financeur important en complément des employeurs publics.